

Communication sur les progrès réalisés *(2011/2012)*

et

**Bilan des actions menées par le Groupe
depuis son adhésion au Global Compact**

JUILLET 2012



Le Groupe Bolloré s'est engagé dès 2003 à respecter les dix principes du Pacte Mondial des Nations-Unies et à communiquer sur ses progrès réalisés. Il renouvelle cet engagement pour l'année 2011-2012.

*Je vous propose de valoriser **comme bonne pratique pour cette année, la démarche initiée par la filiale BLP COGEMAR auprès de ses clients papetiers**, qui a permis de remplacer par une liaison ferroviaire, les acheminements de marchandises entre le port de La Rochelle et la région Rhône-Alpes, effectués initialement par voie routière.*

Je vous joins également un bilan des actions réalisées dans le cadre de nos Communications sur le progrès déposées les années précédentes et qui couvrent les quatre grands domaines du Global Compact:

- Droits de l'Homme } **Politique de lutte contre le VIH-SIDA de CAMRAIL**
- Conditions de travail }
- Protection de l'Environnement: **Démarche environnementale SDV Logistique Internationale France**
- Lutte contre la Corruption: **Déploiement de la démarche éthique Groupe**

Le texte qui vous est transmis ainsi que notre engagement au Pacte Mondial seront présents sur notre site internet.

Marie-Annick Darmaillac

A blue ink handwritten signature of Marie-Annick Darmaillac.

JUILLET 2012



Communication sur les progrès 2011 / 2012

ENVIRONNEMENT

Principe du Global Compact

Principe 8

Prendre des initiatives en faveur de pratiques environnementales plus responsables

**Mise en place d'une liaison ferroviaire en
remplacement d'une liaison routière**



Historique de la démarche

Des impacts environnementaux importants

- **Cogemar** (agence de Bolloré Logistics Portuaire), implantée sur le Grand Port Maritime de La Rochelle depuis 1867 est **spécialisée dans la manutention et la logistique des produits forestiers**.
- Jusqu'en 2010, l'acheminement des marchandises de ses clients papetiers entre La Rochelle et la région Rhône-Alpes était assuré **exclusivement par transport routier**.
- En 2010, près de **65 000 tonnes de marchandises** ont été transférées par la route de La Rochelle à la région Rhône-Alpes (*ce qui représente 52 camions par semaine*).
- Chaque semaine, ce sont ainsi près de **84 tonnes equ. CO₂** qui étaient émises par ces expéditions.



Bilan de l'action engagée

- L'objectif de réduction défini avec les clients papetiers de COGEMAR a été atteint pour l'année 2011, avec une **réduction par rapport à 2010 de près de 76%** des émissions de CO₂ générées par l'acheminement des produits entre La Rochelle et la région Rhône-Alpes.
- L'acheminement ferroviaire des marchandises ayant démontré son efficacité opérationnelle et environnementale, elle est reconduite en 2011-2012.

	Résultats 2009-2010	Résultats 2010-2011	Objectifs 2011-2012
Emissions hebdomadaires (tonnes equ. / semaine)	84	20,16	20,16
Emissions annuelles (tonnes equ. / an)	4368	1048,32	1048,32



Les prochaines étapes

- Dupliquer cette initiative sur d'autres flux de marchandises et proposer ainsi aux clients des alternatives de transport plus respectueuses de l'environnement.
- Développer l'offre multimodale à destination des clients, afin de les assister dans la réduction de l'empreinte carbone de leur chaîne logistique.

Dans le cadre de sa stratégie Développement Durable, SDV Logistique Internationale (*l'une des entités de Bolloré Logistics*) a lancé en 2011 une offre commerciale spécifique (*SAVE PROGRAM*) dont l'objectif principal est de réduire l'empreinte carbone de la chaîne logistique de ses clients.



Bilan des actions menées par le Groupe depuis son adhésion au Global Compact

(2005 / 2011)



DROITS DE L'HOMME CONDITIONS DE TRAVAIL

Principes du Global Compact

Principe 1

Promouvoir et respecter la protection du droit international relatifs aux Droits de l'Homme

Principe 6

Eliminer toute discrimination en matière d'emploi et de profession

Politique de lutte contre le VIH-SIDA de CAMRAIL



Historique de la démarche

Dans le cadre de son Plan Stratégique National (PSN) 2011-2015, le Cameroun a mis en place une politique de lutte contre le VIH visant à réduire la mortalité liée au SIDA et d'atténuer son impact socio-économique sur le développement.

Si le taux de prévalence est estimé à 5,3%, le Cameroun est l'un des pays africains les « plus engagés en matière de dépistage et de traitements proposés à ses populations ». *(Source ONU SIDA - www.unaids.org/fr/regionscountries/countries/cameroon/)*

Consciente de sa responsabilité sociale et sociétale, la société CAMRAIL, qui emploie 2060 personnes, a mis en place une politique de lutte contre le VIH depuis 2001.

De nombreuses actions ont été mises en œuvre :

- Programme de dépistage des salariés
- Prise en charge des frais de suivi liés à la maladie
- Campagnes de formation et de sensibilisation des salariés



Bilan de l'action engagée (2003-2011)

- Dès 2003, CAMRAIL a formalisé des objectifs de progrès qui ont permis la réalisation de nombreuses actions de lutte contre la maladie :

Actions envisagées en 2003	Réalisation de l'action	Bilan 2003-2011
Création d'un comité VIH-SIDA	✓ Oui	Comité VIH opérationnel + création de 5 comités régionaux
Multiplier les points de distribution de préservatifs	✓ Oui	1 330 932 préservatifs distribués
Sensibiliser le personnel par des campagnes de formation, de dépistage et de sensibilisation	✓ Oui	96 pairs éducateurs formés 9630 personnes dépistées
Prise en charge à 100% des frais de santé liés à la maladie	✓ Oui	110 personnes prises en charge en 2011



Bilan de l'action engagée (2003-2011)

Une gouvernance dédiée à la lutte contre le VIH-SIDA

- **Un comité central de lutte contre le VIH-SIDA définit la politique**

Afin d'organiser et déployer sa politique, un Comité de Lutte contre le VIH a été créé en 2001. Le comité est présidé par le directeur général de CAMRAIL et comprend également le directeur des ressources humaines, le coordinateur de la lutte contre le VIH (*poste créé par CAMRAIL*), le médecin du travail et des pairs-éducateurs.

Le comité se réunit tous les mois et définit un plan d'actions annuel. Il s'assure de son déploiement et évalue l'efficacité de sa mise en œuvre.

- **Les comités régionaux assurent le déploiement du plan d'actions**

Afin de s'assurer du déploiement du plan d'actions sur l'ensemble du réseau de l'entreprise, 5 comités régionaux de lutte contre le VIH, divisés par zone géographique, ont été créés. Ils sont présidés par les directeurs régionaux et se réunissent tous les 2 mois en présence de pairs-éducateurs et du médecin d'entreprise.

Ces comités régionaux centralisent les questions des pairs-éducateurs qui sont ensuite remontées au comité central.



Bilan de l'action engagée (2003-2011)

Une politique de formation et de sensibilisation des employés

- **Des pairs-éducateurs sur l'ensemble du réseau**

CAMRAIL forme chaque année des « pairs-éducateurs » qui sont chargés de porter le message de sensibilisation sur le terrain auprès des employés.

En 2011, 10 nouveaux pairs-éducateurs ont été formés par le Comité National de Lutte contre le Sida, organisme habilité par le ministère de la santé camerounais. A l'issue de la formation, une attestation de formation leur est remise.

Depuis 2005, 96 pairs-éducateurs ont été formés.

- **Des causeries éducatives pour sensibiliser les employés**

L'action des pairs-éducateurs se matérialise par l'organisation de « causeries éducatives » auprès des agents sur l'ensemble du réseau. Chaque pair-éducateur forme en moyenne 20 agents qu'il recense au sein d'un rapport mensuel.

Par ailleurs, « une causerie éducative » spéciale a été organisée les 23 et 24 août 2011 à destination des stagiaires et des sous-traitants de l'entreprise.

102 personnes ont participé à cette « séance événement » qui a été suivie par la distribution de documentations de sensibilisation et de préservatifs.



Bilan de l'action engagée (2003-2011)

Des journées de sensibilisation et de mobilisation

CAMRAIL s'est mobilisée lors de la journée mondiale du SIDA le 1er décembre 2011.

Diverses manifestations de sensibilisation (*discussions éducatives, sketches*) ont été organisées par les paris-éducateurs tout au long du réseau ferroviaire.

Des dépistages volontaires, anonymes et gratuits à destination des collaborateurs et de leurs familles ont également eu lieu à Douala, dans la gare de Bessengué.

229 personnes ont ainsi choisi de se faire dépister lors de cette journée.



Bilan de l'action engagée (2003-2011)

Une politique active de prévention

- **Campagne de dépistage anonyme, gratuite et volontaire annuelle**

Comme chaque année depuis 2003, une campagne de dépistage anonyme, volontaire et gratuite du VIH/SIDA à l'attention des collaborateurs s'est déroulée sur l'ensemble du réseau ferroviaire du 1er au 25 novembre 2011.

1725 personnes (*1214 collaborateurs CAMRAIL, 320 ayants-droits, 14 stagiaires et 177 sous-traitants*) ont été dépistés. Le taux de participation du personnel de CAMRAIL est en progression, il est passé de 54,6% en 2010 à 57,1% en 2011.

Les résultats des dépistages effectués au sein de la société demeurent anonymes et aucune discrimination en matière d'emploi n'est effectuée à l'encontre des salariés.

Depuis 2003, 9630 personnes ont été dépistées.

- **La distribution bimensuelle de préservatifs**

Des préservatifs sont distribués tous les 2 mois par les pairs-éducateurs. 131 000 préservatifs ont été distribués aux collaborateurs en 2011 (*soit un budget alloué de 29340 \$*). Depuis 2003, 1 330 932 préservatifs ont été distribués.



Bilan de l'action engagée (2003-2011)

La prise en charge du suivi des malades du VIH-SIDA

En 2011, CAMRAIL a poursuivi la prise en charge à 100% des frais de suivi des collaborateurs atteints par le virus VIH-SIDA. Elle est également assurée pour les ayants-droits des collaborateurs.

En 2011, CAMRAIL a pris en charge les soins de 110 personnes.

Effectif pris en charge

Localité	Effectif total	Effectif en Observation	Effectif Sous ARV*
Douala	51	10	41
Yaoundé	17	/	17
Bélabo	28	15	13
Ngaoundéré	14	08	06
Total Général	110	33	77

* ARV: Anti rétroviraux

En 2011, CAMRAIL a fait l'acquisition d'un compteur de lymphocytes CD4, qui permet de contrôler l'infection au VIH. Cet appareil a permis la réalisation de 57 examens durant l'année et d'orienter, le cas échéant, les personnes vers un centre de traitement agréé. Le traitement est financé par l'Etat camerounais.



Bilan de l'action engagée (2003-2011)

Synthèse des actions réalisées en 2011

Thématiques d'actions	Réalisations 2011
Formation	<i>10 nouveaux pairs-éducateurs formés (96 au total)</i>
Sensibilisation	<i>20 personnes sensibilisées/mois par pair-éducateur 102 stagiaires sensibilisés 30 réunions de comités régionaux organisées</i>
Campagne de dépistage	<i>1725 personnes dépistées Acquisition d'un compteur de lymphocytes CD4 pour effectuer le suivi interne</i>
Prise en charge des frais de suivi des malades	<i>110 personnes prises en charge</i>
Distribution de préservatifs	<i>6 préservatifs par agent/mois (soit environ 131 000 au total)</i>



Les prochaines étapes

- o Poursuivre les actions engagées pour lutter contre le VIH - SIDA
- o Mettre en place des indicateurs de suivi pour mesurer les progrès réalisés au sein de CAMRAIL



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Principes du Global Compact

Principe 7

Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement;

Principe 8

Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ; et

Principe 9

Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Démarche environnementale de SDV Logistique Internationale France



Historique de la démarche

Notre Communication sur le progrès 2007-2008 portait sur la mise en place, par SDV Logistique Internationale, d'un programme volontariste visant à réduire ses déchets ainsi que ses émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de ses activités concernant notamment:

- ✓ la consommation de papier (*liée aux documents en multiples exemplaires*)
- ✓ la production de déchets de bureaux et de magasins
- ✓ le rejet de gaz à effet de serre (*utilisation de véhicules de transport et d'engins de manutentions*)
- ✓ la consommation électrique importante (*liée à l'éclairage permanent des magasins et aux dispositifs de sûreté nécessaires en zone aéroportuaire...*)



Historique de la démarche

Le programme comportait 4 axes de développement majeurs:

- ✓ Le déploiement de la politique QHSE
- ✓ Le déploiement d'une politique d'achats éco-responsables et HQE
- ✓ La réduction des impacts environnementaux
- ✓ La gestion des ressources humaines



Bilan de l'action engagée

Déploiement de la Démarche Qualité / Sécurité / Environnement

Actions & Objectifs 2008	Résultats 2011
Roissy: <ul style="list-style-type: none">▪ Recrutement d'une ressource Qualité sur Roissy au premier trimestre dédiée à la certification ISO 14001 de Roissy et à l'extension de la démarche aux autres sites	<ul style="list-style-type: none">▪ L'objectif a été rempli.
<ul style="list-style-type: none">▪ Certification ISO 14001 du site de SDV Roissy au second semestre (<i>Budget SDV : 11,4 K€ sur trois ans, dont 6,6 K€ sur 2008</i>)	<ul style="list-style-type: none">▪ Certification obtenue en avril 2009
SDV France : <ul style="list-style-type: none">▪ Extension de la démarche de certification à d'autres sites du groupe sur 2008-2009 (<i>Le Havre, Toulouse, Fos, Cergy,...</i>)	<ul style="list-style-type: none">▪ SDV Toulouse certifiée en 2010▪ SDV Cergy certifiée en 2012▪ SDV Le Havre, SDV Rouen, SDV Marseille et SDV Fos : en cours (<i>certification prévue pour le 1^{er} trimestre 2013</i>)



Bilan de l'action engagée

Développement d'une politique d'achats Eco-Responsables & HQE

Actions & objectifs 2008	Résultats évalués en 2011
Roissy: <ul style="list-style-type: none">▪ Etudes avec les fournisseurs sur les supports de conditionnement (<i>films plastiques, bâches, palettes avions,...</i>),	Roissy: <ul style="list-style-type: none">▪ Action abandonnée car pas de solutions viables à ce jour
<ul style="list-style-type: none">▪ Etude de remplacement des chariots élévateurs thermiques par des chariots électriques ;	<ul style="list-style-type: none">▪ Action abandonnée car pas de solutions viables à ce jour.
<ul style="list-style-type: none">▪ Etude de réhabilitation de l'éclairage magasin et bureaux en cours avec SOGAFRO (<i>extinction automatique dans les parties communes, ampoules à basse consommation,..</i>).	<ul style="list-style-type: none">▪ Etude réalisée mais pas de solutions viables à ce jour.
<ul style="list-style-type: none">▪ Intégration systématique du volet environnemental dans la qualification des fournisseurs (<i>transporteurs routiers notamment</i>) ;	<ul style="list-style-type: none">▪ Partiellement mis en place (<i>cela couvrira 100 % des transporteurs routiers en 2012</i>)
<ul style="list-style-type: none">▪ Mise en place d'audits environnementaux auprès de nos principaux fournisseurs.	<ul style="list-style-type: none">▪ En cours pour les transporteurs aériens et maritimes, lancement sur les transporteurs routiers en 2013
SDV France : Réduction du nombre d'exemplaires des liasses factures (<i>passage de 6 à 4 ex sur 500 000 factures émises</i>)	<ul style="list-style-type: none">▪ Résultat atteint



Bilan de l'action engagée

Réduire les impacts environnementaux de nos activités

Actions & objectifs 2008	Résultats évalués en 2011
Roissy: <ul style="list-style-type: none">▪ Poursuite de l'installation de bacs de rétention intégrés aux racks magasin (<i>Phase II Budget : 20 K€</i>)	▪ Objectif atteint
▪ Installation de caméras de surveillance infrarouge permettant de réduire l'éclairage des zones et la consommation électrique.	▪ Objectif atteint
▪ Mise en place d'un calculateur de CO2 « Fret » relatif aux opérations de transport (<i>travail commun avec Air France</i>)	▪ Objectif atteint
SDV France : <ul style="list-style-type: none">▪ Démarrage de la plate-forme d'affrètement routier du Havre, permettant de réduire les rotations par l'optimisation des positionnements de conteneurs maritimes (<i>mix des vides et pleins</i>)	▪ Objectif atteint
▪ Démarrage d'actions environnementales sur l'agence SDV de Toulouse par la mise en œuvre :	
✓ du tri sélectif des déchets dans les bureaux et au magasin (<i>Budget SDV : 5K€ / mois, couvrant le traitement des déchets des bureaux, de l'activité logistique et de l'atelier d'emballage</i>)	✓ Objectif atteint
✓ de la gestion de l'énergie par l'équipement des parties communes en éclairage contrôlé (<i>minuterics</i>)	✓ Objectif atteint
✓ de l'intégration d'une démarche environnementale dans la sélection des fournisseurs d'emballages (<i>SDV Toulouse dispose d'un atelier d'emballage et du statut d'emballeur affilié SEI</i>)	✓ Objectif atteint



Bilan de l'action engagée

Ressources Humaines

Actions & objectifs 2008	Résultats évalués en 2011
<u>Roissy :</u> <ul style="list-style-type: none">▪ Lancement d'une nouvelle campagne d'informations concernant le développement durable afin d'accompagner la démarche de certification ISO 14001	<ul style="list-style-type: none">▪ Objectif atteint
<ul style="list-style-type: none">▪ Sessions de sensibilisation aux impacts environnementaux (<i>dans le cadre de la démarche ISO 14001</i>)	<ul style="list-style-type: none">▪ Pratique généralisée sur tous les sites ISO 14 001 ou en cours de certification.
<ul style="list-style-type: none">▪ Adhésion à la Charte de Sensibilisation à l'environnement des personnels intérimaires mise en place par ADP (<i>Aéroports De Paris</i>)	<ul style="list-style-type: none">▪ Abandonné
<u>SDV France :</u> <ul style="list-style-type: none">▪ Création d'une newsletter Qualité & Environnement.	<ul style="list-style-type: none">▪ Objectif atteint uniquement sur les sites ISO 14 001



Les prochaines étapes

- o Poursuivre le processus de certification pour les sites du Havre, de Marseille, de Fos et de Rouen.
- o Poursuivre des audits environnementaux des fournisseurs pour les transporteurs aériens et maritimes.
- o Lancer les audits environnementaux des fournisseurs pour les transporteurs routiers en 2013.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Principe du Global Compact

Principe 10

Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Déploiement de la démarche éthique du Groupe



Historique de la démarche

Notre Communication sur le progrès 2008–2009 portait sur la mise en place et la diffusion des principes énoncés dans le Code de conduite des affaires des Divisions « Transport » relatifs :

- au droit de la concurrence,
- à la lutte contre la corruption,
- à la sécurité des transports,
- à la santé, l'hygiène et la sécurité des collaborateurs,
- à la protection de l'environnement.

La Communication sur le progrès avait pour objectifs de:

- sensibiliser l'ensemble des salariés des deux Divisions « Transport » aux principes ci-dessus
- former les collaborateurs plus particulièrement exposés aux risques de corruption
- déployer la démarche éthique du Groupe au sein des autres divisions par la rédaction de codes spécifiques à leurs activités
- effectuer la refonte de la Charte Éthique Groupe



Bilan de l'action engagée

Concernant le déploiement de la démarche éthique du Groupe:

- La Division Média est désormais dotée d'un Code de conduite interne
- Le Code de conduite des affaires des Divisions industrielles est en cours de finalisation
- La Charte des valeurs a été adoptée en 2009
- La refonte de la Charte Éthique Groupe a été effectuée en 2012



Bilan de l'action engagée

Concernant la formation à la démarche éthique Groupe:

La formation des collaborateurs des deux Divisions Transport a commencé en 2009 par l'organisation de sessions destinées aux managers.

Ces sessions de formation se sont poursuivies auprès des autres collaborateurs jusqu'en 2012 et ont permis par la diffusion des documents suivants :

- ✓ Charte éthique Groupe ;
 - ✓ Code de Conduite des affaires – Divisions Transport ;
 - ✓ Procédure d'alerte Éthique ;
 - ✓ Rôle du directeur de l'Éthique et de la conformité.
-
- de présenter la démarche éthique Groupe aux collaborateurs des Divisions Transport
 - de les sensibiliser aux principes énoncés dans leur Code de Conduite des affaires.



Bilan de l'action engagée

Le Directeur Éthique et Conformité des deux Divisions Transport a constitué un réseau de 85 « délégués ».

Ils assurent la formation des collaborateurs de « Niveau N-1 » au sein du périmètre qui leur est attribué (*pays/région/entité*).

COLLABORATEURS DES DIVISIONS « TRANSPORT » FORMÉS À LA DÉMARCHE ÉTHIQUE GROUPE ET AU CODE DES DIVISIONS « TRANSPORT »					
Niveau de responsabilité	Total	dont en			
		2009	2010	2011	2012 (janvier-juin)
Management (N)	336	39	245	41	11
N-1	1110	0	88	337	685
Total	1446	39	333	378	696



Bilan de l'action engagée

Formation à la réglementation anti-corruption

La formation est dispensée aux salariés exposés au risque de corruption en raison de leurs fonctions, via un module d'e-learning.

A l'issue de cette formation, le salarié reçoit un certificat attestant de la réussite à la formation.

COLLABORATEURS DES DIVISIONS « TRANSPORT » FORMÉS À LA RÉGLEMENTATION ANTI-CORRUPTION					
Total	dont en				
	2008	2009	2010	2011	2012 (janvier - juin)
1084	137	265	78	466	138



Les prochaines étapes

Formation à la démarche éthique du Groupe

Renforcer le déploiement de la démarche éthique du Groupe et la sensibilisation des collaborateurs par:

- la diffusion en juillet 2012 du e-learning relatif à la « Charte Éthique du Groupe Bolloré »
- la formation de 300 salariés supplémentaires (*avant fin 2012*) au sein des Divisions Transports



Les prochaines étapes

Formation à la réglementation anti-corruption

- Former 500 salariés supplémentaires à la réglementation anti-corruption au second semestre 2012.
- Renouveler la formation pour les salariés formés avant 2010 (*400 salariés concernés*).

